Vendredi 26 octobre 1979 – No 1 155

BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source. 2 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Ceux d'Alsthom tiennent bon

Il y a quinze jours, ils étaient 12 000 dans la rue pour la journée ville morte.
Mercredi, c'est 15 000 personnes qui scandaient « Alsthom peut payer ». *Du jamais vu à Belfort.*

15 000 dans la rue à Belfort mercredi

A St-Ouen : gala samedi et journée porte ouverte dimanche

Manifestation au siège parisien mardi 30 octobre

voir p. 3

La même lutte pourtant...

CINQ cents travailleurs expulsés de leurs logements, jetés à la rue un jour ou l'automne perd de sa douceur pour devenir froid et piquant. Tout autour, au pied des chambres désormais vides dont l'accès est muré, leurs occupants d'hier battent la semelle dans un quartier investi par la police. Cela se passe à Nanterre en 1979 sans grande réaction, sans bruit. Pourquoi ? Aussi dur que cela soit à dire, simplement parce que ces travailleurs qui recourent à la grève des loyers pour faire valoir leurs droits sont des immigrés.

C'est pourtant l'indignation générale et la solidarité agissante qui devraient répondre à la violence exercée par le pouvoir pour briser leur lutte. Car cette lutte, sauf à adopter le point de vue des patrons de la société immobilière qui les loge – la Sonacotra –, nul ne saurait en contester la légitimité qui tient au bien fondé de leurs revendications. Dans cette période d'attaque générale du pouvoir, chaque succès, chaque échec compte pour l'ensemble de la classe ouvrière. Et l'indifférence à l'égard des coups dont sont victimes les travailleurs immigrés est porteuse de nombreux échecs à venir pour les travailleurs si elle n'était surmontée. Cette division entre Français et immigrés est l'une des brèches par laquelle s'avance l'offensive patronale et gouvernementale.

Qu'on ne s'y trompe pas, les mesures d'arbitraire et les atteintes aux droits les plus élémentaires ne sont pas réservés aux seuls immigrés. N'est-il pas question d'une nouvelle loi anti-immigrés qui oterait le droit au logement à tous ceux qui sont frappés par les licenciements et le chômage ? Or, cette loi scélérate, qui succéderait à celles signées par Barre-Bonnet et Stoléru, devrait s'appliquer également à tous les travailleurs français, jeunes en particulier, logeant dans des foyers.

Tous ceux qui d'une manière ou d'une autre prêtent la main à entretenir la division Français-immigrés ou qui refusent de la combattre activement avec tous les moyens dont ils disposent endossent une lourde responsabilité devant l'ensemble des travailleurs.

Les moyens de faire face à la force brutale du pouvoir existent. Ils résident dans la solidarité agissante de tous. N'est-ce pas elle qui jusqu'à ce jour à empêcher le pouvoir d'exécuter ses projets d'intervention contre les grévistes d'Alsthom ou de Merlin-gérin ?

Foyer de Nanterre, grève à l'Alsthom : c'est la même lutte des travailleurs.

L'une et l'autre requiert la même solidarité, le même soutien.

Pierre MARCEAU

MEETING

Le 26 octobre à 20h à la Mutualité

contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru

Organisé par le PCML *et le* PCR ml

AU PROGRAMME, après les prises de parole au nom des deux partis :

- Interventions de travailleurs pour la construction de l'unité Français-immigrés
- La projection du film **«Voyage en Capital»** de ALI AKIKA et A.M.AUTUSSIER
- Le groupe antillais **MOUN' KIKA**
- Chants révolutionnaires de Kabylie : **IMAZIREN IMULA**

تجمع ضد
القواعد بار - بوت - بولن - ستولرو

Le meeting comporte une intervention spécifique sur les lois et un stand où les travailleurs immigrés et toutes les personnes intéressées pourront trouver des conseils pratiques et juridiques à ce sujet auprès de personnes connaissant très bien la question

Référendum au Pays Basque espagnol

Interview d'un membre du comité exécutif du Parti des travailleurs d'Euskadi

Voir page 2

REFERENDUM AU PAYS BASQUE SUR LE STATUT D'AUTONOMIE

Interview de Juan José Martinez de Seundi, membre du Comité exécutif du Parti des travailleurs d'Euskadi

(Branche du Parti des Travailleurs d'Espagne en Euskadi)

Interview commune HR-QdP réalisée par Hélène Varjac

Quelle est votre position sur le référendum du 25 octobre ?

Nous disons oui au prochain référendum. Le statut de Guernica représente une avancée dans la reconnaissance des droits du peuple basque et de l'auto-gouvernement, puisqu'il disposera d'un Parlement, d'un gouvernement et que le bilinguisme est pratiquement reconnu. Le gouvernement disposera de compétences économiques à travers des «conseils», résultant d'un accord entre l'Etat central, le gouvernement autonome et les provinces. La santé, la Sécurité Sociale, la Planification et le Développement, de même que l'Urbanisme, seront du ressort du gouvernement basque.

Qu'en est-il au juste du problème de la police ?

Il y aura une police autonome. En principe, les forces d'ordre public assureront exclusivement des fonctions extérieures à notre communauté, telles que la surveillance des frontières. Cependant, leur intervention en Euskadi sera possible dans trois cas : si le gouvernement basque le demande, si une Junte de Sécurité, composée pour moitié de parlementaires basques, pour moitié de représentants désignés par l'État central, en fait la demande, et enfin, sous la responsabilité du gouvernement et du Parlement basque, en cas d'atteinte à la sécurité de l'Etat. Ce dernier cas peut être évidemment interprété diversement. La police autonome assurera la sécurité dans les rues et la défense des libertés démocratiques.

Quelle sera la composition de cette police ? Sera-t-elle exclusivement basque ?

Cela dépendra d'un choix ultérieur du gouvernement basque. Mais ce commandement et l'encadrement devront être désignés par l'armée.

Quelles sont les autres limites de ce statut ?

Dans le domaine judiciaire par exemple, rien n'est encore concrétisé. Ce secteur devrã faire l'objet d'une nouvelle loi organique et reste pour l'instant dans la dépendance du tribunal suprême de justice de l'Etat central.

De toute façon, ce statut n'est pas la panacée. Beaucoup de points restent à concrétiser. Par exemple, le délai dans lequel les transferts de pouvoir seront effectifs, de même que les modalités de financement des pouvoirs du gouvernement, ne sont pas encore fixés. Tout devra faire l'enjeu d'une lutte, pour l'application de ce qui figure dans le statut et pour l'élargissement de nos droits.

Peux-tu expliquer quel est le point de vue des autres forces politiques et s'il y a un certain consensus en faveur du oui ?

La coalition Euskadiko Esquerra* à laquelle fait partie EIA, qui appartient aux forces «Abertzale» (patriotique) appelle à voter oui. Elle considère le statut de Guernica comme un moyen d'aller de l'avant dans une situation très détériorée du fait de la répression de la police, de la politique répressive du gouvernement et du terrorisme de droite et de gauche.

Quant au PNV, parti nationaliste basque qui dispose de la plus grande influence, il sème des illusions. Il déclare par exemple : nous allons soulever Euskadi avec un seul mot : Bai (oui). Il n'est pas le seul. Le PSOE (parti socialiste) proclame, comme d'ailleurs le PNV «*Un statut de tous pour tous*», voulant dire par là que le statut est le fruit de toutes les opinions et qu'il est pour tous les basques. Il veut faire table rase des distinctions de classe, du rôle de la classe ouvrière. Sa conception de l'autonomie, c'est que, sitôt le statut voté, tout le monde se mette au travail, plus de grève, tous ensemble pour la reconstruction du pays. UCD, le parti de Suarez, appelle aussi à voter oui, mais c'est parce qu'il ne peut pas faire autrement, il a pris le train en marche.

Sur quels thèmes menez-vous votre campagne et quelles seront vos tâches après le vote du statut ?

Le statut est pour nous un instrument, un instrument de plus pour sortir de la situation actuelle. «*Eustatuto ahi bai*» (oui au statut) «*la lutte est notre force*», «*la clé, c'est l'unité*», l'unité de toutes les classes populaires. Il va falloir lutter pour l'application effective du statut. Il faut tenir compte aussi du fait que des mesures d'ordre général pèsent également en Euskadi. Par exemple, le statut du travailleur (préparé avec l'accord du PSOE et du PCE) qui est répressif, le plan énergétique national, qui nous impose une lutte acharnée contre le nucléaire, le plan économique national, tout cela affecte Euskadi. De plus, la lutte pour le droit à l'autodétermination est nécessaire. Le statut ne reconnaît pas ce droit. Il n'ouvre ni ne ferme la porte à l'autodétermination. Un texte par lui-même n'a pas un tel pouvoir. Ce sera l'objet d'une lutte. Une égalité de peuples libres, comme nous la voulons, seule le socialisme pourra la réaliser.

Et le problème de la Navarre ?

Nous luttons pour l'intégrité territoriale et la pleine souveraineté nationale d'Euskadi, ce qui veut dire en particulier l'inclusion de la Navarre dans Euskadi. A l'heure actuelle, la Navarre ne fait pas partie du statut, elle devra en décider ensuite. Au Parlement foral de Navarre, nous disposons d'un député et Euskadiko Esquerra d'un également. Nous avons ensemble proposé une motion proposant que la Navarre s'incorpore à Euskadi par référendum. A l'heure actuelle, il y a 33 députés de droite au Parlement de Navarre et 37 de gauche ou nationalistes. Herri Batasuna a dit qu'elle voterait oui à la motion et le PSOE qu'il s'abstiendrait. En termes de voix en Navarre, il y a 145 000 votes de gauche ou nationalistes et 110 000 à UCD. Il y a des possibilités de faire passer la motion et même de gagner le référendum.

Quels pronostics fais-tu sur le résultat du référendum du 25 octobre ?

Il est difficile de faire des pronostics. Il faut que le statut soit voté, mais il risque d'y avoir une abstention massive, pas seulement par sympathie avec les consignes de Herri Batasuna, mais aussi à cause d'une certaine apathie et lassitude.

* Gauche patriotique qui inclut EIA, proche de l'ETA politico-militaire.

Un marche-pied pour aller plus loin

Ce jeudi 25 octobre, deux nationalités de l'État espagnol (Catalogne et Pays Basque) sont appelées à se prononcer, par référendum, sur les statuts d'autonomie que leur soumet le gouvernement.

POUR diverses raisons, le statut de Guernica qui sera soumis au Pays Basque (Euskadi) est assez différent du statut soumis à la Catalogne. Il risque aussi d'être voté différemment.

En effet, contrairement au reste du pays, la répression au Pays Basque est particulièrement forte : la police n'hésite pas à tirer par balles dans les manifestations, faisant plusieurs morts ; les cas de tortures dans les commissariats et les casernes sont presque tous recensés au Pays Basque ; des chefs historiques du mouvement patriotique (comme l'ancien ministre de la Guerre du gouvernement basque) ont passé plusieurs mois en prison ; des sénateurs qui soutiennent la coalition patriotique Herri Batasuna (proche de la branche « dure » de l'ETA) risquent de voir lever après le référendum, leur immunité parlementaire et de passer en procès pour complicité morale avec l'ETA ; les auteurs d'attentats fascistes contre des militants basques n'ont jamais été retrouvés: etc..

Cette réalité de la répression ne touche d'ailleurs pas que les sympathisants de la branche « dure » de l'ETA, mais l'ensemble des forces patriotiques basques.

En même temps, on ne peut pas nier qu'un certain nombre de droits démocratiques ont été acquis, puisque toutes les forces politiques (y compris celles qui sont proches des deux branches de l'ETA) ont le droit de s'exprimer à la télévision, de faire des meetings et de diriger des municipalités. Reste à savoir si ces droits, que l'extrême-droite franquiste voudrait tant voir supprimés, seront maintenus.

De ce point de vue, le statut d'autonomie proposé aux Basques garantit un certain nombre de droits: possibilité de parler basque, gratuité des écoles en basque, obligation prochaine pour les fonctionnaires de parler les deux langues, compétence assez large du gouvernement et du Parlement basques. Mais le statut reste aussi très vague sur un certain nombre de points importants, sans parler du fait qu'il ne reconnait pas le droit à l'autodétermination du peuple basque.

Analysant ces limites comme conférant au statut un aspect principalement négatif, la coalition patriotique Herri Batasuna, (proche de la branche « dure » de l'ETA) appelle à l'abstention. Par contre, toutes les autres forces nationalistes, y compris la coalition Euskadido Esquerra que soutient l'autre branche de l'ETA, appellent à voter oui au référendum, estimant que, malgré ses limites, le statut peut être un marche-pied pour aller plus loin, à condition que la pression des luttes populaires soit suffisamment puissante pour imposer cette avancée.

Claude LIRIA

TROUPES FRANÇAISES EN MAURITANIE

Pour quoi faire ?

UNE « compagnie volante » de 150 militaires français doit arriver prochainement en Mauritanie, à Nouadhibou, port minéralier d'où est exporté le minerai de fer de Zouerate. Ce retour de militaires français se fait aujourd'hui à la demande du gouvernement mauritanien afin, selon celui-ci, de préserver sa neutralité et sa souveraineté : il craint en effet des incursions ou des représailles de l'armée marocaine après l'accord de paix signé entre le Front Polisario et la Mauritanie.

Mais c'est en vertu des mêmes accords de défense invoqués aujourd'hui que l'armée française est intervenue en Mauritanie avant juillet 1978 pour combattre directement contre le peuple sahraoui, bombardant à plusieurs reprises des colonnes du Front Polisario en territoire sahraoui.

Aujourd'hui, en apportant une aide militaire à la Mauritanie, confrontée aux menaces marocaines, l'impérialisme français entend maintenir et consolider son influence dans ce pays. Ceci dans le même temps où Giscard poursuit son soutien à la guerre d'Hassan II au Sahara.

Des armes américaines pour le Maroc contre le peuple sahraouï

Carter a décidé le 22 octobre de répondre positivement à la demande marocaine de livraison d'armes, qui date de novembre 1978. Cette décision n'a plus qu'à être ratifiée par le Sénat.

L'administration Carter prétend que cela permettra à Hassan II de conduire une négociation avec l'Algérie et les parties intéressées. En agissant ainsi elle ne respecte pas les résolutions de l'ONU établissant le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. L'apport d'armes américaines donnera en fait des moyens supplémentaires au Maroc, dont l'intervention est enlisée et soumise à des coups de plus en plus violents de la part du peuple sahraoui, et dont la position internationale devient de plus en plus précaire. Les USA veulent éviter une défaite du Maroc (qui risquerait alors d'amener la chute du régime) pour préserver leurs propres intérêts économiques dans ce pays et stratégiques dans la région.

LA décision prise par Carter d'envoyer au régime marocain d'Hassan II des armes antiguerilla destinées à la guerre du Sahara a provoqué de vives réactions de la part du Front Polisario et de l'Algérie. Mohamed Lamine, premier ministre sahraoui a notamment déclaré : *« La décision du président Carter est un encouragement à l'intransigeance du roi du Maroc. C'est un coup porté à la dynamique de paix créée dans la région par l'accord conclu entre le Front Polisario et la Mauritanie »*.

De son côté, le quotidien algérien Al Chaab écrivait : *« Ces nouvelles armes ne sont pas destinées à la défense des frontières internationales du Maroc, mais à lui permettre de satisfaire son appétit expansionniste...»*

Des entretiens ont eu lieu entre le ministre des affaires étrangères algérien et l'ambassade des Etats-Unis, pour évoquer la décision de Carter.

De son côté, Hassan II se félicitant du soutien américain, a souligné dans une interview à Antenne 2, que les USA avaient besoin de son régime pour assurer leur présence dans la région. Ainsi, il n'a pas hésité à déclarer : *« Si le Maroc change de camp, la flotte américaine en Méditerranée peut être mise en cale sèche »*.

Ces propos polémiques du souverain marocain reflètent une réalité : l'importance stratégique du Maroc en Afrique du Nord. Outre les relations économiques à préserver cette donnée a certainement pesé d'un grand poids dans la décision du président des Etats-Unis. Washington craint en effet que des échecs trop importants d'Hassan II n'aboutissent à la chute de son régime, tant il l'a identifié à la guerre contre le peuple sahraoui, l'incertitude régnant sur le régime qui succéderait alors.

L'analyse faite par Carter est cependant contestée dans la presse et dans les milieux dirigeants américains : certains estiment que jouer le Maroc dans sa politique actuelle, c'est jouer perdant ; on met aussi en avant l'importance des relations avec l'Algérie, du fait des nombreux liens économiques avec ce pays (gaz, pétrole), mais aussi plus largement du fait du poids de l'Algérie dans le tiers monde. Ainsi, Solarz, président du sous-comité pour l'Afrique de la Chambre des représentants, a déclaré que la décision de Carter *« n'était compatible ni avec les principes ni avec les intérêts des USA »* et qu'elle *« prolongerait la guerre au lieu de l'abréger »*. Il s'agit d'une nouvelle illustration des contradictions de la politique américaine dans le tiers monde.

L'envoi d'armes antiguerilla à Hassan II peut être à nouveau controversé, même si la décision est ratifiée par le Sénat.

QDP-HR
Jean-Pierre CHAMPAGNY

RFA

Hommage du président Hua Guofeng à Karl Marx

POURSUIVANT sa visite en Allemagne fédérale, le président Hua Guofeng a visité mardi 23 octobre la ville de Trêves où Karl Marx est né et a passé son enfance. Les habitants de Trêves ont réservé au premier ministre chinois un accueil très chaleureux. Lors du toast prononcé au cours du banquet offert en son honneur, Hua Guofeng a notamment déclaré : *« Trêves, bien connue pour être une des plus anciennes villes d'Allemagne, inspire un respect particulier au peuple chinois, car c'est là que naquit, il y a 161 ans, le grand Marx. Ce sont ses œuvres immortelles qui ont guidé la cause révolutionnaire de notre pays de victoire en victoire »*.

BELFORT

15 000 dans la rue

MERCREDI 24 octobre : Belfort se mobilise dès le matin pour la manifestation de l'après-midi, appelée par l'intersyndicale et la mairie, en soutien aux travailleurs de Belfort en grève. Journée de grève, le mercredi 24 doit être un nouveau temps fort après la journée ville-morte du mardi 12 octobre, où 12 000 personnes avaient défilé dans les rues de Belfort.

Pour donner à l'action des Belfortains une ampleur supplémentaire, la municipalité, dirigée par le PS, et l'intersyndicale de l'Alsthom, avaient organisé une journée pour la presse.

Plus de 60 journaux invités. Et un programme alléchant : conférence de presse, rencontre avec les grévistes, visite de l'usine jeudi matin.

A l'Alsthom aussi on se mobilise. Dès neuf heures, c'est l'assemblée générale journalière, où l'intersyndicale communique les derniers détails, lance les derniers appels : rassemblement à 16 heures devant la grande porte, manifestation Alsthom jusqu'à la Maison du peuple, où les autres travailleurs du Territoire de Belfort sont appelés à 16 heures 30.

Ensuite, ce sera le défilé. Les Francas (animateurs de Francs et Franches camarades) organisent une garde pour les enfants des manifestants.

Déjà la semaine passée, les travailleurs de Belfort avaient manifesté.

MANIFESTATION A PARIS LE 30 OCTOBRE

La conférence de presse à 14 h 30 montre l'extraordinaire vitalité de l'intersyndicale qui dirige un conflit de près d'un mois. Le ton est vif chez les syndicalistes qui font l'historique du conflit. Leur détermination force déjà la victoire.

Et les quatre organisations présentes, CGT, CFDT FO et CGC expliquent tour à tour leur spécificité et le profond respect mutuel qui les anime : *« Il faut préserver notre unité jusqu'au bout »* dit l'un d'entre eux. C'est pourquoi la CFDT s'est ralliée à une manifestation à Paris le 30 octobre, au siège, si le conflit n'a pas évolué d'ici là.

PAS DE JURISPRUDENCE FAVORABLE AUX TRAVAILLEURS

L'intersyndicale a expliqué avec force le refus de la direction de l'Alsthom de discuter, alors que le groupe est riche ; il a déclaré 7,5 milliards de bénéfices au fisc en 1978. Ce qui est déterminant aujourd'hui, selon la CGC, dans la position de la direction, c'est le refus du patronat de régler le conflit avant l'appel en référé à Besançon.

On se souvient que les référés de Belfort s'étaient déclarés incompétents pour faire lever l'occupation, fait absolument inouï. Et le CNPF ne peut admettre que ce jugement favorable à la classe ouvrière fasse jurisprudence.

L'IMPORTANTE SOLIDRITÉ

L'appel a eu lieu le 25 octobre et la situation devrait en être débloquée dans les jours à venir. Mais l'enjeu est d'importance aussi. Louis Lacaille de la CGT a souligné que les travailleurs de l'Alsthom se trouvaient de fait aux premiers rangs de la lutte contre l'austérité, contre les plans Barre.

« Ils assumeront ce rôle avec dignité jusqu'au bout». C'est ce qui explique sans doute l'importante solidarité qui se tisse autour de la grève : 60 millions de centimes ont été récoltés à ce jour, ce qui est beaucoup mais encore peu par rapport aux 7 000 travailleurs en grève. Un nouvel élan doit être donné à l'apport financier, c'est un des objectifs de l'intersyndicale qui lance un appel national.

LA MANIFESTATION

A 16 heures, s'ébranle une manifestation nombreuse, dans une ville qui, d'habitude manifeste peu. C'est aux cris de *« l'Alsthom peut payer, l'Alsthom doit payer », « Lutte, action, négociation », « Lutte, action satisfaction », « L'Alsthom est dans la rue, le combat continue »*, que le cortège rejoint la Maison du peuple.

Les femmes des grévistes se faisaient remarquer par leurs banderoles et leur dynamisme. Après un court meeting intersyndical, conclu par Warcholak, qui représentait la confédération CGT, ce sont près de 15 000 personnes qui ont pris possession de la vieille ville, plusieurs heures durant.

Claire MASSON

EDF-ASNIERES (HAUTS-DE-SEINE)

Grève au département entretien spécialisé

LE 10 octobre, les travailleurs syndiqués CGT-CFDT du département entretien spécialisé du service technique électricité du centre Ile-de-France Nord à Asnière posaient la caisse, sur les revendications suivantes :

1) Passage de la catégorie 6 à la catégorie 7 des têtes d'équipes ;
2) Passage en catégorie 5 fonctionnelle des agents d'exécution ;
3) Embauche en catégorie 4 en application des engagements de la direction et des textes en vigueur ;
4) Création d'un poste de haut niveau de surveillant de travaux ;
5) Indemnité de salissure pour travaux salissants ;
6) Paiment correct des heures supplémentaires ;
7) Paiement des déplacements ;
8) La sixième équipe ;
9) Paiement des jours de grève.

De multiples réunions avec différents représentants de la hiérarchie n'ont rien donné. C'est l'application du plan Barre que les technocrates des directions d'Electricité de France appliquent avec zèle.

Il faut donc faire face à la provocation.

LA SOLIDARITÉ

Compte-tenu des positions de la direction (refus de négocier, intimidations diverses, etc), la grève risque donc d'être longue.

1) ASPECT FINANCIER
Une collecte a été organisée sur tous les lieux de travail du centre par le biais d'un appel des syndicats CFDT et CGT à verser une heure de salaire.

2) ASPECT REVENDICATIF. Les syndicats CGT et CFDT appellent leurs sections syndicales à organiser la solidarité en faisant se manifester le personnel par l'envoi de motions, pétitions et télégrammes au chef de centre ; à faire s'exprimer les agents sur leurs propres revendications, puis à engager les actions nécessaires pour les faire aboutir.

Les syndicats CFDT-CGT s'engagent à coordonner toutes leurs initiatives et à prendre toute décision d'action qui s'avérerait possible et nécessaire.

L'OCCUPATION DES LOCAUX

Mercredi 24 octobre, les travailleurs en grève et leurs syndicats CFDT-CGT décidèrent d'élever la lutte à un niveau supérieur. C'est l'occupation !

Tous les camions sont rentrés dans le magasin avec le matériel et toutes les portes sont bouclées. Les travailleurs sont bien décidés à faire lâcher le patron, un énarque (de l'ENA), un copain à Giscard certainement.

Pour l'instant, le moral est au beau fixe.

Les camarades du PCML d'EDF d'Asnières

PS : Les camarades demandent à ce que les autres camarades de l'EDF fassent connaître ce conflit. Merci.

Le protocole d'accord pour l'unification du PCML et du PCRml rendu public

Le protocole d'accord pour l'unification du PCML et du PCRml — dont nous avons publié l'intégralité dans notre précédente édition — a été rendu publique mercredi 24 octobre, à l'occasion d'une conférence de presse à laquelle participaient les camarades Max Cluzot, secrétaire général du PCRml, et Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML, ainsi que d'autres camarades de la direction des deux Partis.

Après la présentation du protocole d'accord, il a été répondu à plusieurs questions qui portaient sur l'évolution du processus unitaire entre les deux Partis, sur les premières étapes de l'application du protocole d'accord et sur la nature du Parti qui sera issu de la fusion du PCML et du PCRml.

Le protocole d'accord, événement décisif et d'une portée irréversible, est en réalité la phase d'aboutissement d'un processus d'unification des marxistes-léninistes engagé depuis plusieurs années déjà. En ce sens, il répond à la fois à un espoir et à une volonté commune d'aller de l'avant, tout en donnant des garanties pour la construction du nouveau Parti sur des bases solides. Espoir, car comme le soulignait le camarade Jurquet, la classe ouvrière de notre pays aspire à l'unité, elle manifeste son aspiration non seulement à résister à l'offensive de la bourgeoisie, mais aussi à changer cette société. A un moment où existent la division et le désarroi, l'unification des marxistes-léninistes en un seul Parti est un atout important pour les luttes d'aujourd'hui et de demain, dans lesquelles il a toute sa place. Le protocole d'accord, dernière phase avant la fusion des deux Partis, est aussi le gage d'une unification solide. Il est l'aboutissement d'un processus qui a permis d'approfondir et de renforcer les convergences politiques et idéologiques entre le PCML et le PCRml, en surmontant progressivement les obstacles qui pouvaient exister. Comme le disait l'éditorial des deux secrétaires généraux publié hier : « *L'existence de deux Partis n'a plus de sens tant nos points de vue sont proches (...). La fusion des deux partis est une chose possible et tout à fait nécessaire et urgente* ».

Les convergences ont trouvé leur champ d'application au travers des premières mesures définies par le protocole d'accord. En témoigne l'avancée du processus de fusion des deux journaux, *l'Humanité rouge* et le *Quotidien du peuple*, qui d'ores et déjà ont une section internationale commune. En témoigne aussi l'organisation par le PCRml et le PCML d'un meeting commun, ce vendredi 26 octobre, en riposte aux lois racistes de Barre-Bonnet-Stoléru. En témoigne encore, comme l'ont souligné les camarades Cluzot et Jurquet, l'avancée positive des contacts, des discussions politiques et des actions communes au niveau des organismes intermédiaires et des cellules des deux Partis. En témoigne enfin les activités régulières du Comité pour l'unification, qui regroupe des camarades de la direction des deux Partis, sous la conduite des secrétaires généraux, et dont l'importante tâche est de guider l'évolution du processus unitaire, sous la direction des Comités centraux respectifs.

Le Parti qui va naître, dans le courant de l'année 1980, de la fusion du PCRml et du PCML, ne sera pas la simple addition des forces des deux Partis. Tant du point de vue quantitatif que du point de vue qualitatif, il sera un nouveau Parti. Certes, il n'y a rien de mécanique en la matière, des difficultés objectives subsisteront, qui ne pourront être résolues que progressivement, par exemple en ce qui concerne l'implantation. Mais c'est un nouveau processus qui s'engage, dans des conditions nouvelles. Comme cela a été souligné lors de la conférence de presse, le nouveau Parti ne sera pas que la juxtaposition des deux Partis qui vont fusionner. Ainsi le programme du Parti unique sera un programme entièrement nouveau, assimilant l'expérience et les acquis des deux Partis tels qu'ils vont être synthétisés par le 4e congrès du PCRml et le 4e congrès du PCML. De la même manière, la « dynamique unitaire » peut et doit entraîner l'adhésion au nouveau Parti de tous ces travailleurs qui ressentent aujourd'hui l'impérieuse nécessité de l'existence dans notre pays d'un Parti authentiquement communiste.

Comme l'ont souligné les camarades Cluzot et Jurquet, tout les véritables marxistes-léninistes ont leur place dans ce futur Parti, arme indispensable et décisive de la classe ouvrière.

Quotidien du peuple - Humanité rouge

CENTRE DE TRI DE LILLE

L'automatisation à coups de maillets

A LILLE, le 1er octobre, le centre de tri éclate en deux centres autonomes. Il y a d'un côté le centre de tri automatique (CTA) à Lezennes et de l'autre le centre de tri paquets (CTP) à la gare de Lille.

L'automatisation fait en quelque sorte, une entrée fracassante et précipitée. *« La mise en route du CTA, me déclare le secrétaire de la section CFDT du CTA, s'est faite en une mauvaise période (vaches maigres, restrictions de crédits) et cela ne peut que produire des conséquences au niveau des conditions de travail et de la formation.*

« On implante un nouveau matériel, il faut donc former le personnel. Il faut des auxiliaires au niveau du tri pour remplacer les agents en formation et, d'un autre côté, au niveau de la manutention, il faut remplacer tous les préposés qui sont partis à Lezennes, mais on n'a pas eu les effectifs suffisants de remplacement au bon moment, et en nombre suffisant. »

Les auxiliaires qui arrivent font l'objet d'une exploitation brutale. Du droit de pause au droit de départ anticipé en fin de vacation : l'administration rogne sur tout. Pour mettre en marche le CTA, l'administration a fait appel aux brigades de réserve au détriment des usagers, elle a déversé une partie des wagons sur Valenciennes, Roubaix, Tourcoing, Cambrai (toutes les grosses recettes principales), elle a fait trier en heures supplémentaires.

A Valenciennes certains agents ont fait 70 heures en une semaine. *« La pénurie d'effectifs me déclare le secrétaire de la section CFDT du CTA est très ressentie par le personnel de manutention ».*

D'autant que les nouveaux développements de l'automatisation — conteneurisation, boulisterie automatique — ne laissent pas d'inquiéter les syndicats.

« Quand le centre de tri paquets de Lille-gare s'est ouvert, déclare pour sa part le secrétaire de la section CFDT du CTP, il y avait 50 wagons de retard. Ils ont fait des études pour la mise en route du CTA, mais ils ne se sont pas préoccupés des problèmes qui se poseraient ici. La direction a fait déverser les wagons sur d'autres centres de tri car ici, les effectifs sont insuffisants puisque presque tout le personnel titulaire est parti à Lazennes.

A l'entrepôt, il y avait un brin pas possible. Les gars chargeaient en silôtant, en entassant sur les quais. Et en salle on n'est pas équipés pour passer du tri des lettres au tri des paquets ».

Aussi la colère monte, et suite à un préavis de grève, la direction lâche six postes de travail supplémentaires. Alors qu'il manque entre 80 et 100 emplois pour les deux centres, la direction s'obstine à vouloir licencier des auxiliaires.

Rémi DAINVILLE

Luttes en Grenoblois

LE *Dauphiné libéré* et *Le Progrès* n'ont pas paru le jeudi 25 octobre, suite à une grève des personnels suivie à 90 % pour s'opposer à des suppressions d'emploi en photocomposition et en service publicité.

Chez Merlin-Gérin, depuis le 22 octobre, la majorité des usines du groupe sont occupées (Voir l'Humanité rouge datée du 20 octobre), la direction refuse de négocier et a assigné dix-sept délégués syndicaux en référé le mercredi 24 octobre pour entrave à la liberté du travail. Le jugement sera rendu le 26 octobre.

Dans le même temps elle a réussi à organiser une manifestation de non-grévistes de 350 personnes.

Sudelec à Echirolles : les travailleurs ont refusé d'effectuer un travail pour le compte de Merlin-Gérin et ont débrayé une heure le 22 octobre.

Foyer SONACOTRA de Nanterre

Mercredi 24. Au lendemain de l'expulsion la police s'est installée. Des barrières métalliques entourent le foyer, des CRS filtrent les entrées

BUTIONS.... CONTRIBUTIONS .... CONT

UN CAMARADE SYNDIQUE CGT

A propos de notre attitude à l'égard du PCF et des syndicats

Le texte suivant a été rédigé le 27 septembre 1979. Il peut être dépassé sur quelques points, mais pose plusieurs questions dont l'importance demeure actuelle. Il émane d'un camarade syndiqué à la CGT.

E voudrais faire deux remarques ayant trait, la première, à notre attitude par rapport au PCF, la seconde, à notre attitude par rapport à la CGT et à la CFDT et à leurs relations.

1) Dans un article publié dans le bimensuel No 60 en page 4, Joël Fabien écrit : *« Le PCF ambitionne de redevenir le premier parti d'opposition »*. C'est vrai sans aucun doute. Mais cela n'est pas critiquable en soit. Cet argument se retrouve pourtant en plusieurs occasions dans notre presse.

Il est normal qu'un parti politique se préoccupe de recruter et de développer son influence jusqu'à rechercher l'hégémonie dans la classe ouvrière. N'est-ce pas l'objectif du PCML ? A mon avis, c'est un de nos objectifs, effectivement.

Pour nous, il s'agit d'un objectif indispensable (mais encore lointain) pour avancer dans la perspective de la révolution et du socialisme. Pour le PCF, il s'aigt d'un objectif indispensable pour avancer dans la voie de changements démocratiques ouvrant la voie au socialisme. C'est ce que la direction du PCF écrit dans ses textes et dit dans ses déclarations ; c'est aussi ce que pensent les militants ouvriers membres du PCF. Cette volonté de développer l'influence de son Parti n'est critiquable que parce que le PCF est un parti révisionniste. C'est donc la ligne du PCF qu'il nous faut critiquer, et non leur volonté d'être le premier parti d'opposition.

Notre critique doit porter sur la ligne politique du PCF et les conséquences concrètes de cette ligne quant aux luttes immédiates, quant à la préparation de la révolution et aussi quant à la lutte contre l'hégémonisme et la guerre.

Je voudrais m'attarder sur les conséquences de la ligne du PCF sur les luttes immédiates nécessaires face à l'offensive du capital et de son Etat. C'est une question complexe et importante. Importante, cela veut dire qu'il faut aborder ce point dans notre organe central (tout en prenant garde à ne pas glisser d'un combat contre Giscard-Barre-Ceyrac à un combat contre le PCF). Complexe, cela veut dire qu'il ne faut pas voir les choses d'une façon unilatérale et donc inexacte, qui nuise à l'efficacité de notre critique.

Pierre Marceau explique dans le quotidien numéro 1 130 que *« la rivalité entre dirigeants, de nature politicienne, (...) a comme conséquence extrêmement néfaste d'empoisonner les relations à la base entre militants des deux partis ; alors que plus que jamais l'offensive gouvernementale et patronale requiert que tous placent au premier rang la réalisation, sans exclusive, de l'unité à la base (...) »*.

Je suis d'accord avec ce point de vue à deux remarques près que je ferai plus tard.

Effectivement, l'orientation actuelle du PCF renforce le sectarisme de nombre de ses militants et ne favorise pas l'unité d'action à la base. Mais il ne faudrait pas gommer les appels, bien réels, de la direction du PCF à la lutte. Ni le sérieux avec lequel ces appels sont reçus par la majorité des militants PCF. Les militants du PCF sont bien souvent au premier rang des luttes. Notre presse ne doit pas cacher cela, non pour en déduire que le PCF est à l'avant-garde des luttes ouvrières et populaires, mais pour éviter d'être incompris lorsque nous critiquons la ligne du PCF : il faut montrer que, contradictoirement, cette ligne qui les pousse à l'action est un obstacle à la réalisation de l'unité dans la lutte de tous les travailleurs.

Le caractère révisionniste de la ligne fondamentale du PCF l'amène à privilégier les batailles électorales par rapport aux luttes de masse, à soumettre les secondes aux nécessités des premières. Cet électoralisme l'amène aujourd'hui à privilégier la polémique avec le PS dans la perspective d'alliances futures (le rééquilibrage de la gauche avec un PCF fort) sur la recherche de l'unité des travailleurs face à l'offensive de Giscard-Barre-Ceyrac. Certes, une fois encore, il ne faut pas être unilatéral et il est vrai que l'attitude du PS par rapport aux luttes nécessite une ferme critique publique. Nous la menons dans nos colonnes. Nous ne devons pas reprocher au PCF de le faire. Mais il faut montrer que le PCF utilise cette critique non pour l'unité aujourd'hui mais pour travailler au rééquilibrage de la gauche au plan électoral.

Il serait intéressant que notre organe central fasse une analyse critique fouillée et sérieuse des conclusions au débat du Comité central du PCF présenté par Georges Marchais devant le Comité central du PCF à la mi-septembre et publiées dans l'*Humanité*.

Deux remarques maintenant sur la phrase déjà citée de Pierre Marceau.

D'abord sur la nature politicienne de la rivalité entre dirigeants ; à mon avis c'est ce qu'il faut démontrer et non ce de quoi on doit partir. Il ne faut pas oublier que nous ne nous adressons pas qu'à des oppositionnels à Marchais mais aussi à ses partisans. Ce sont même souvent les plus nombreux parmi les éléments que nous jugeons prolétariens dans le PCF. Cette remarque concerne le style, la méthode utilisée dans nos articles mais elle me parait importante.

Ensuite, les explications du camarade laissent à penser que nous mettons PS et PCF sur le même plan et que nous exigeons qu'ils cessent leur polémique. Nous connaissons bien la politique des trotskistes enjoignant au PS et au PCF de refaire l'union, n'importe comment mais vite fait, de prendre le pouvoir, sachant qu'ensuite ils seraient là pour veiller, eux, aux intérêts des travailleurs. Je ne crois pas que cela doit être notre attitude. Il convient donc de bien nous en démarquer. Est-il juste par ailleurs, sur la question de l'attitude par rapport aux luttes, et en ce moment, de mettre PS et PCF sur le même plan ? Je pense que non parce que leurs militants et surtout leurs dirigeants n'ont pas la même attitude et que cette différence est ressentie par les travailleurs. Du moins, il me semble.

— 2) J'en arrive à notre position par rapport à la CGT, à la CFDT et à leurs relations. Pour bien resituer les choses, je commence par réaffirmer que l'orientation de la CFDT est fondamentalement réformiste et que celle de la CGT est fondamentalement révisionniste. Il ne faut se faire aucune illusion là-dessus et je ne m'en fais pas. Mais cela ne veut pas dire que les deux centrales sont à renvoyer dos à dos. Ainsi, dans la période 1975/1976, par exemple, nos camarades se faisaient exclure de la CGT (et ceci doit être mis sur le compte du révisionnisme et non sur celui de nos erreurs gauchistes, de notre ligne objectivement — voir notre presse et nos tracts d'alors anticégétistes et anti-PCF), alors qu'ils pouvaient militer et débattre dans la CFDT, la CFDT se trouvait au côté des travailleurs en lutte alors que la CGT s'opposait ou ignorait les luttes qu'elle ne contrôlait pas. A cette époque, la CFDT était objectivement plus proche de nous que la CGT. Nous nous devions de l'admettre et cela transpirait clairement dans nos colonnes. Nous ne devions pas pour autant nous faire d'illusions sur l'avenir de la CFDT : elle restait un syndicat dominé par le réformisme.

Aujourd'hui, la situation s'est renversée. Les analyses, les déclarations et les activités de la CGT la rapprochent de nous. Celles de la CFDT l'éloignent de nous. Il faut regarder cela sans illusion mais aussi en tenir le plus grand compte dans notre agitation-propagande, dans nos déclarations, dans notre activité.

Certes, les choses peuvent changer mais on ne peut aujourd'hui mettre CGT et CFDT sur le même plan et exiger, par exemple, des deux qu'ils s'unissent. On peut prêter toutes les arrières-pensées que l'on veut à la direction de la CGT mais dans le cadre de son débat de rentrée avec la CFDT, c'est la CGT qui avait raison.

La position de la CFDT est, au-delà de certaines déclarations, platement réformiste, proche de la collaboration de classe la plus ouverte. Bien sûr, des organisations de la CFDT agissent avec justesse ça et là, mais cela n'est pas à mettre au crédit de la confédération. Or, notre presse a plutôt donné comme position : *« Arrêtez vos polémiques étrangères aux intérêts des travailleurs et allez unis au combat »*.

Certes, il fallait combattre la pression sectaire due à la ligne du PCF dans la CGT mais cela ne justifie pas un renvoi dos à dos car le débat engagé entre la CGT et la CFDT n'était pas étranger du tout aux intérêts des travailleurs. De ce point de vue, je critiquerai un passage de l'éditorial *« Encore et toujours, unité à la base et dans l'action »* où notre secrétaire général s'en prend aux confédérations syndicales qui *« persistent dans leur mésentente et continuent leur jeu néfaste »*. Notre soutien à l'accord CGT-CFDT est une bonne chose et cela a été bien traité mais cet accord est à mettre au crédit, certes des travailleurs, mais aussi de la CGT dont l'aspect principal de la politique correspondait aux intérêts des travailleurs.

Des camarades estiment que notre Parti est maintenant trop cégétiste et que cela nuit au travail de nos camarades dans la CFDT. Je ne pense pas.

A mon avis, rien ne permet de dire que notre Parti est « cégétiste » aujourd'hui.

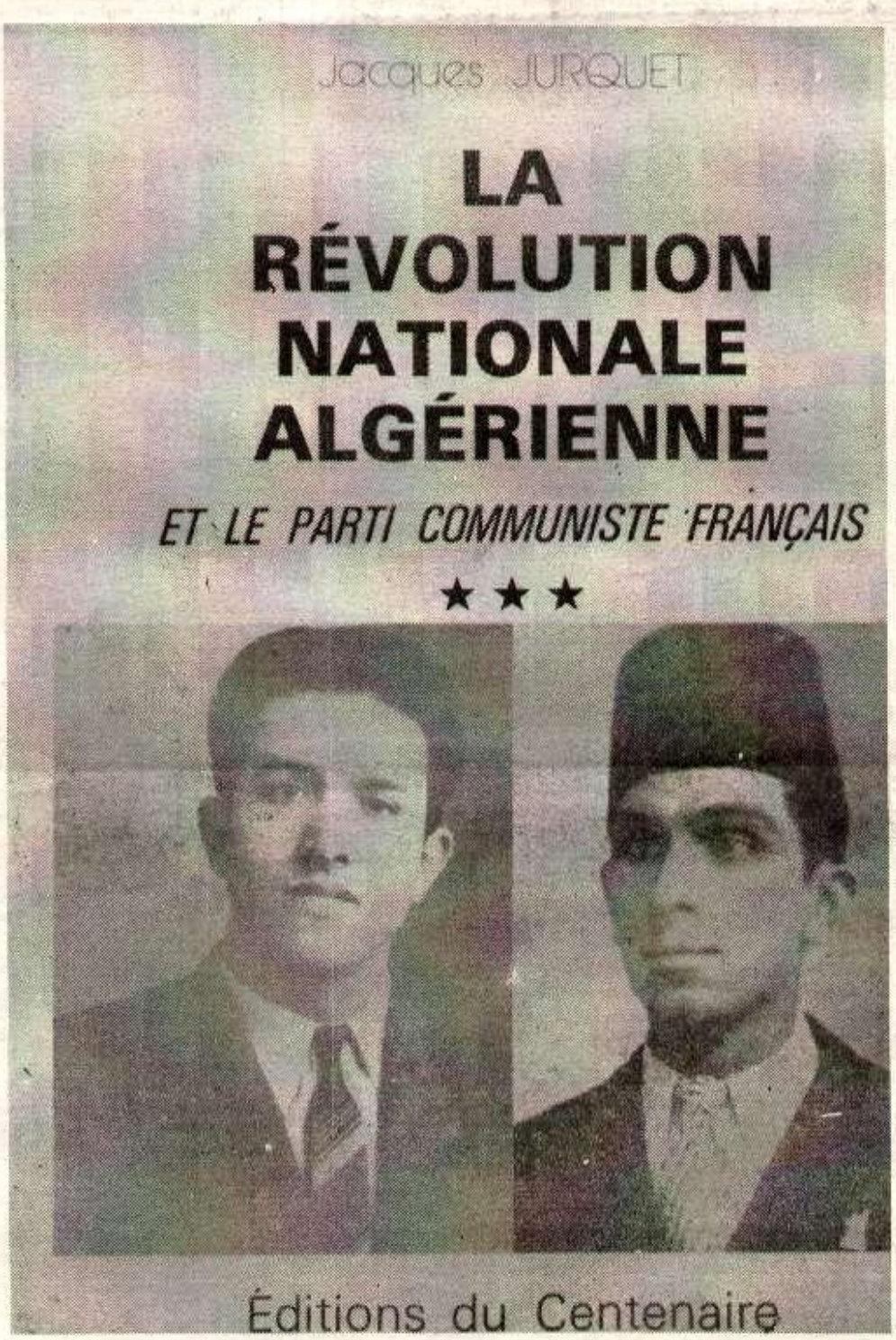
Notre volonté de rééquilibrer notre présence dans les syndicats partait de la constatation de notre quasi-complète absence de la CGT. Or la CGT est, et de loin, le plus important syndicat en France. J'ajouterai que la CGT, du fait même de son rôle de principale courroie de transmission du PCF, occupe une place différente de la CFDT. C'est dans la CGT que se joueront d'importantes batailles politiques contre le révisionnisme. La lutte contre le révisionnisme dans la CFDT n'a pas du tout la même résonnance et est quelquefois assez difficile à distinguer d'un vieux fond antimarxiste vivace dans cette organisation. Il est donc tout à fait normal de demander à nos camarades de faire un effort particulier vers la CGT, et ce même lorsque nous aurons « rééquilibré » notre présence dans les syndicats. Et cela est indépendant de l'appréciation conjoncturelle que nous pouvons faire de la politique du moment de l'une ou de l'autre organisation.

Mais aujourd'hui, au risque de paraitre « cégétiste », et en prenant bien soin à ce que cela ne crée pas d'illusions quant à l'orientation fondamentale de la CGT, orientation qui reste révisionniste, il nous faut, y compris publiquement, marquer notre convergence avec l'attitude globale de la CGT. Et cela non pour faire plaisir à nos militants, membres de la CGT, mais parce que cela concourt à clarifier le débat nécessaire pour réaliser l'unité à la base et dans l'action que notre Parti réclame et pour laquelle il agit.

A ce propos, je tiens à dire que les réactions de nos camarades aux éditoriaux de notre secrétaire général montrent qu'ils apprécient notre orientation comme nouvelle, même par rapport au 3e congrès, et correspondant aux nécessités politiques de l'heure. Mais cette information s'appuie sur la rencontre avec quelques camarades et non sur la centralisation des opinions des cellules de la région.

PARUTION DU TOME III DE
LA REVOLUTION ALGERIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Interview de Jacques Jurquet



Q : Le troisième tome de ton étude sur la révolution nationale algérienne et le PCF vient de sortir. Que développes-tu dans ce nouvel ouvrage ?

— Le tome qui vient de sortir constitue un peu ma façon de célébrer le 25e anniversaire du déclenchement de la révolution algérienne. Mais il ne porte pas encore sur la guerre d'Algérie proprement dite. Il concerne la période de la Deuxième Guerre mondiale, comprise entre septembre 1939 et juillet 1945.

Il comporte essentiellement deux grandes parties. Tout d'abord celle qui concerne les conditions d'existence et les luttes des communistes français, algériens et des nationalistes algériens de septembre 1939 à novembre 1942, époque du débarquement des forces anglo-américaines en Afrique du Nord. Dans cette partie, j'ai eu à cœur de redonner sa place historique légitime au camarade Hamed Smaïli, membre du Comité central du Parti communiste algérien, ancien combattant des Brigades internationales en Espagne, dirigeant clandestin des communistes algériens, condamné à mort par contumace en mars 1942, qui s'efforça d'opposer une juste ligne léniniste pour les communistes algériens à la ligne thorézienne imposée par les communistes français.

Dans la deuxième partie, j'ai montré le développement impétueux du mouvement national algérien, aussi bien chez les éléments réformistes et les élus que parmi les masses influencées par les nationalistes révolutionnaires.

Simultanément, j'ai exposé la ligne et les pratiques des dirigeants communistes français qui ont délibérément ignoré les intérêts fondamentaux du peuple algérien pour ne s'intéresser qu'aux intérêts, certes légitimes en face de l'occupation hitlérienne, du peuple français.

Ce double mouvement des communistes et des nationalistes a approfondi leurs divergences qui se sont manifestées de la façon la plus tragique au moment de ce que les milieux colonialistes nomment avec prudence « *les événements du Constantinois* ».

Mon tome 3 expose de façon très détaillée, avec le maximum de documents nationalistes, communistes et colonialistes, ce que furent ces événements : un génocide au cours duquel l'armée de la France et les milices européennes constituées sur place ont massacré 45 000 hommes, femmes, enfants et vieillards algériens. Ce véritable holocauste a constitué le prélude le plus immédiat à la guerre d'Algérie dont on sait qu'elle a causé la mort de 1,5 million d'Algériens et d'Algériennes.

Q : Ce troisième tome comporte-t-il comme les précédents une série de documents ?

— Oui, je pense que l'on ne peut écrire l'histoire d'un point de vue matérialiste historique que si l'on a une connaissance approfondie de tous les éléments la composant. Je fais confiance aux lecteurs pour fixer leur jugement à partir du développement qui m'est personnel et de la connaissance des documents qui lui sont annexes.

Dans ce tome 3 figurent des documents très rares et même pour certains totalement inédits dans notre pays jusqu'à aujourd'hui : différents cours élémentaires du PCA (Parti communiste algérien), enseignés en 1943 en Algérie, le rapport secret d'un officier supérieur français chargé des cours à l'école militaire de Cherchell et également le rapport du général Tubert sur les événements du Constantinois, rédigé à la suite d'une enquête rapidement interrompue et interdite par le général de Gaulle. La publication de ce rapport a été interdite en France pendant 25 ans et je pense qu'il est publié pour la première fois.

Q : Comment as-tu pu mener à bien ce travail malgré tes obligations politiques que connaissent bien nos lecteurs ?

— Je poursuis ce travail qui n'est pas achevé à l'heure actuelle dans des conditions très difficiles. J'ai pourtant le désir de le mener irrésistiblement à son point final. A cette occasion, je lance un appel à toutes les personnes qui disposeraient de documents d'information ou d'expériences personnelles concernant la période de la guerre d'Algérie, notamment les relations entre le PCF, les communistes algériens et le FLN et l'ALN algériens pour qu'elles veuillent bien me les communiquer.

Je tiens d'ores et déjà à remercier publiquement les personnalités algériennes qui m'ont permis d'avancer dans mon travail, soit par leurs écrits soit par les entretiens qu'elles m'ont accordé : Si Mohamed Guenaneche, Mahfoud Kaddache, Amar Ouzgane, Mohamed Laïdi et mon épouse Baya Bouhoune.

Propos recueillis par Léon CLADEL

Jacques Jurquet signera son ouvrage le vendredi 26 octobre de 17 h 30 à 20 h, à la librairie Les Herbes sauvages (70, rue de Belleville 75020 PARIS, métro Pyrénées ou Belleville).

En couverture : la photo de Assela Hocine, nationaliste ayant milité dans le constantinois en mai 1945 et de Kaddour Belkaïm, secrétaire du Parti communiste algérien mort à la prison de Barberousse pendant la Deuxième guerre mondiale.

VIE DU JOURNAL

A nos correspondants et lecteurs

NOUS nous excusons auprès de nos correspondants qui n'auraient pas vu récemment certains de leurs articles publiés à temps dans le quotidien. Etant donné le nombre assez important de texte reçus et provenant de correspondants très divers, lecteurs comme correspondants régionaux, nous pensons utile de rappeler un certain nombre de normes. Elles représentent un moyen indispensable pour que les articles envoyés puissent passer, dans les délais escomptés par leurs auteurs et avec les meilleures garanties d'exactitude.

Dans toute la mesure du possible, appelez avant 23 h 30 de façon à ce que votre article soit sûrement décrypté avant le lendemain matin et puisse donc être susceptible de passer dans le journal qui sort le lendemain de votre appel (daté du surlendemain).

Précisez éventuellement le nombre d'exemplaires de cette édition que vous désirez recevoir en précisant le mode d'acheminement (poste ou paquet remise).

En appelant, commencez par préciser l'endroit d'où vous appelez (département, ville, village), le jour et l'heure, l'urgence de l'article ainsi que son volume en *caractères* (pour l'obtenir multipliez par le nombre de lignes le nombre de lettres et d'espaces entre les mots comptés sur une ligne moyenne).

N'oubliez pas d'épelez tous les noms propres (A comme Anatole, etc.), précisez les dates des événements que vous citez. Vous pouvez parler rapidement tout en étant bien distincts à condition d'articuler en séparant bien les mots les uns des autres. Nous vous demandons de faire en général, pour rendre compte de luttes ou d'événements, des articles courts (2 000 caractères). Quant aux articles longs, interview et articles que vous voudriez voir passer en page 8, envoyez les autant que possible par la poste. Sauf lorsqu'il y a urgence du fait du bref délai entre l'événement et l'article. Dans tous les cas prévenez dès que possible de l'envoi de tels articles de façon a ce que nous puissions leur réserver une place en temps voulu dans le journal et si possible planifier à l'avance. Pour prévenir téléphonez au répondeur, ou dans la journée en demandant le responsable aux correspondants.

REIMS

Communiqué des comités de résidents des foyers Sonacotra

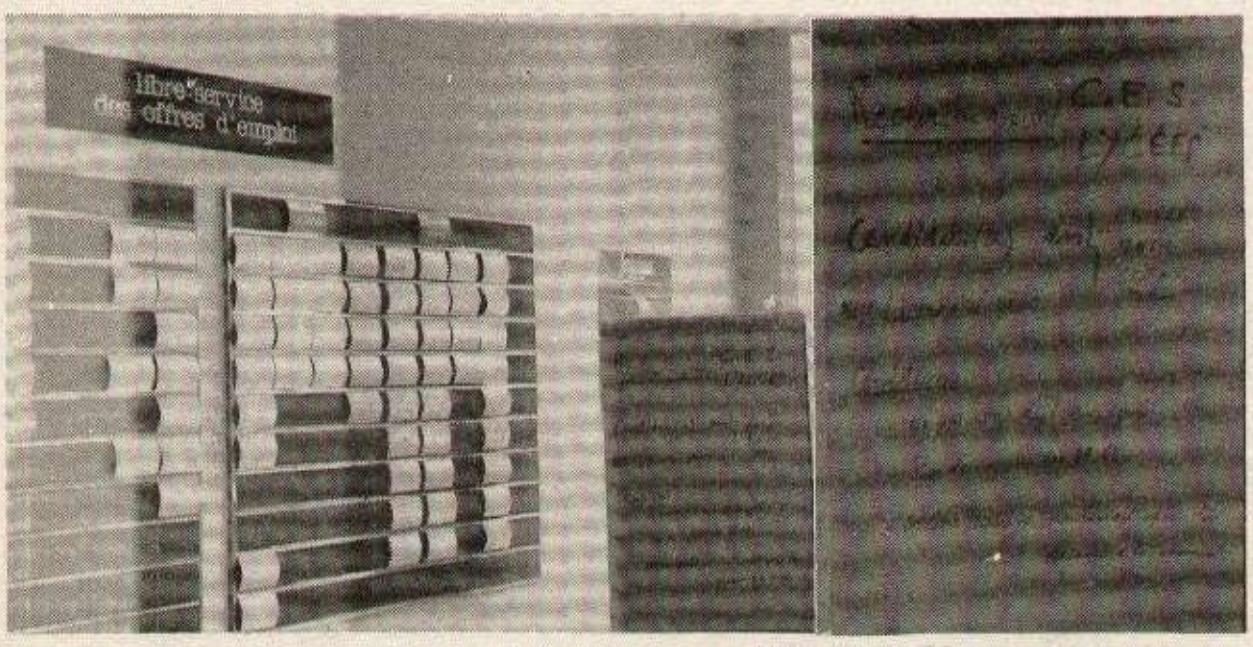
LES comités de résidents des foyers Sonacotra de Reims font le point suivant : des négociations, à l'initiative de la direction de la Sonacotra de la région Est ont eu lieu ; peu après les décisions rendues lors du jugement en appel, le 8 octobre.

Des propositions ont été faites de part et d'autre. Les comités de résidents ont contesté les hausses des redevances, mais ont cependant accepté de payer ce prix, à condition d'obtenir une réduction de 50 % des arriérés.

La Sonacotra s'y est opposée formellement et la rupture a été ainsi consommée. Les comités de résidents tiennent à préciser que les seuls points accordés par la Sonacotra (liberté dans le foyer) ont été obtenus par la grève.

A partir d'aujourd'hui, la Sonacotra peut avec l'aide de la force publique, expulser les résidents grévistes des foyers. 227 résidents immigrés risquent d'un moment à l'autre de se retrouver à la rue. Les comités de résidents appellent tous les travailleurs, les travailleuses et les démocrates à s'élever contre ces mesures qui visent la liberté et le droit à lutter pour des conditions décentes dans les foyers et les invite à participer à une réunion le vendredi 26 octobre au foyer rue du docteur Bienfait à 20 h 30.

LAVAL OCT 79



Vu dans une ANPE

Terrible accident sur un chantier PTT 5 morts

MARDI 16 octobre à 13 h 30, ouverture d'un chantier du service des lignes de Massy sur la RN 20, à la sortie du Montlhéry. A 14 h, cinq travailleurs étaient fauchés, ou plutôt pulvérisés, par un camion dont le chauffeur n'avait pas vu le chantier. Le responsable du chantier laisse sa femme et ses six enfants. Les autres sont des travailleurs d'entreprises privées dont je ne connais pas le nom.

Le raccordement des câbles téléphoniques se fait dans des « chambres » souterraines, où les conditions de travail sont pénibles et dangereuses : froid, espace restreint, inondations, proximité de la route.

Les chambres doivent (légalement) être accessibles du trottoir. Celle-là s'ouvre en plein milieu d'une bretelle de sortie de la RN 20, bretelle qui n'a pas été fermée à la circulation pour les travaux. Quand le camionneur a vu le chantier, il lui restait 20 mètres.

Et des chantiers comme celui-là, vous en voyez tous les jours sur les routes : pas de circulation réglementée, très peu de matériel de balisage.

L'administration essaie de faire porter la responsabilité de l'accident au chef de travaux qui n'est pas là pour se défendre : ignoble procédé si souvent utilisé. La presse la fait porter au camionneur.

Eh bien non ! Aux PTT comme ailleurs, la course au profit, au coût minimum est responsable tous les jours de graves accidents de travail.

On veut nous faire avaler n'importe quoi au nom du soi-disant service public : il faut travailler de jour comme de nuit, en monôme (seul) à n'importe quel prix, dans n'importe quelles conditions ?

Qui accepterait cela ?

Exigeons des CHS aux PTT, avec pouvoir de décision.

Une technicienne PTT

LOMME

Danjou, ça continue !

UN hangar plutôt qu'un atelier, aujourd'hui une sorte d'état-major, des panneaux muraux relatant le soutien des usines aux alentours. La dernière qui est versé, c'est l'usine Kuhlmann où 1 200 F ont été collectés mardi après-midi. C'est aussi les trois établissements scolaires qui ont promis leur soutien financier et qui déjà se mobilisent.

Les élus PCF, quant à eux, ont fait reporter les échéances d'impôt et de loyers d'HLM. Le PCML, quant à lui, a fourni une lettre de soutien et un soutien financier.

Bref, une lutte qui continue et une solidarité très agissante.

Chez Danjou, on parle en effet à présent de 117 licenciements ! Et les lettres sont arrivées avant même que l'inspecteur du travail ait statué.

Même chose en ce qui concerne la réunion du comité d'entreprise qui a voté les licenciements alors que le syndic était absent, alors que les délais de rigueur n'étaient même pas respectés, la rendant ainsi parfaitement illégale. Ce qu'ont vivement réaffirmé les délégués CGT : ils la considère comme nulle et non avenue.

Leur mot d'ordre est plus que jamais : Non à tout licenciement !

Oui, décidément, pour les patrons tous les coups sont permis ! Il semblerait d'ailleurs que ces derniers s'apprêtent à réaliser une juteuse opération avec la bénédiction de Barre et consorts. On parle en effet de l'implantation d'une usine faisant la même production à 13 kilomètres de là. Or, on sait que M. Barre et consorts allouent une « indemnité » de 12 millions d'anciens francs pour toute nouvelle création d'emplois. Ce sont des « on dit » bien sûr, mais les patrons sont passés maitres dans l'art de magouiller... Et curieusement d'ailleurs, tout le monde serait licencié sauf le personnel d'encadrement...

D'autant que cela ne serait que la répétition de ce qui se fit, voilà trois ans quand le secteur téléphonie fut créé et que le patron toucha trois millions d'anciens francs pour création d'emplois... C'est tout le cas qu'on fait des travailleurs.

L'histoire ne se répète peut-être pas mais les profits si... et se multiplient même parfois par quatre.

Article fait après interview sur place le 18 octobre 1979

TOURS

Vestil occupé !

Correspondant

LES ouvrières et ouvriers en grève depuis le mardi 9 octobre 1979 (Cf HR No 1 143 et 1 148) occupent l'usine depuis le jeudi 18 octobre 1979 au matin. Malgré les pressions et intimidations de la direction et de ses cadres, le pourcentages des grévistes reste stable (un peu moins de 50 %).

Les manœuvres de la direction pour provoquer des affrontements physiques entre grévistes et non-grévistes ont échoué. Le climat, très tendu jeudi et vendredi matin, a été plus calme ce week-end, avec la disparition momentanée de la plupart des non-grévistes.

L'occupation se poursuit jour et nuit

LE SOUTIEN S'AMPLIFIE

A l'usine parisienne du groupe (Manuvil), un nouveau débrayage a eu lieu le vendredi 19 octobre 1979. Une collecte a été faite. Plus de 500 F ont été envoyés. A Tours, l'UIS-CFDT, la fédération Hacuitex, des sections et militants CFDT et CGT, des militants PCML, PCF et PS... Radio-transistors, au coude à coude, dans un bon climat, apportent un soutien concret et actif. La solidarité financière est bien démarrée.

La CFDT a organisé une diffusion massive de tracts, avec panneaux explicatifs dans le quartier commerçant du centre-ville et au Mammouth voisin de l'usine. Au Mammouth, la douzaine de militants CFDT a d'ailleurs eu le plaisir et l'avantage de remettre au directeur de Vestil 2 tracts de popularisation de la grève, alors qu'il y faisait des achats.

LA SEYNE

Hideuse, la Mort encore une fois nous frappe

LE matin à 11h 45, un accident mortel est survenu à l'atelier de mécanique. Boglietti Albert, 52 ans, ajusteur, a eu le crâne fracassé par la chute du moteur d'un palan. Nos syndicats CGT s'inclinent devant la dépouille de leur camarade, assurent sa femme, sa fille de leur fraternelle amitié. Nos délégués au CHS, ainsi que nos militants de la section syndicale conduisent l'enquête afin de déterminer les causes.

Bert, comme nous avions l'habitude de l'appeler faisait partie de ces hommes qui avaient su s'attirer la sympathie et l'amitié de tous.

Au chantier depuis 1949, il pouvait prétendre à une fin de vie heureuse.

Mais la terrible chose est arrivée.

Hideuse, mutilant les corps, ravageant les morals, c'est un homme heureux qui avait pris son travail ce matin et qui n'a pas fini sa journée.

Nos cris de douleur, nos larmes d'hommes ne doivent pas estomper le combat journalier qu'il nous faut mener pour vivre.

La fatalité ça n'existe pas.

C'est pourquoi la lutte pour des conditions de travail dans la plus grande sécurité s'impose.

Aux travailleurs des chantiers, aux hommes et aux femmes qui font notre entreprise, nous disons simplement que le deul d'aujourd'hui nous donne la force de combattre partout l'insécurité et exiger auprès du patronat les moyens nécessaires à cet effet.

Oui, camarades, battons-nous et agissons pour vivre, oui vivre tout simplement et ne plus mourir au travail.

APPEL POUR « *PROLÉTARIAT* »

Le prochain numéro de *Prolétariat* est prêt. Son sommaire, tout à fait riche, est le suivant :

- Éditorial : L'unification des marxistes-léninistes.
- Approche des disparités et mécanismes de division de la classe ouvrière.
- Quatre millions de prolétaires sans feu ni lieu.
- Le Parti et les classes à la campagne.
- Sécurité sociale : des cotisations en plus, des soins en moins.
- Le cinéma fantastique.
- Notes de lecture.

Pour sortir *Prolétariat*, l'imprimerie demande le règlement immédiat des livraisons. Or *Prolétariat* n'a plus d'argent en caisse. La revue ne peut donc paraitre tant que nous n'aurons pas réglé la facture.

L'ensemble des dettes dues à notre revue par les militants se monte à plus d'un million et cette somme, si nous l'avions, est suffisante pour sortir le numéro sous presse.

Aussi l'administration de la revue lance-t-elle un APPEL PRESSANT à tous les organismes du Parti, à tous les militants, à régler leurs dettes sans délai.

Il faut faire vite pour la sortie de ce numéro !

Chelles au centre culturel :
Dimanche 28 octobre 1979 à partir de 15 h :

UNE JOURNÉE INFORMATION-DÉBAT SUR L'AVORTEMENT ET LA CONTRACEPTION

Organisée par le collectif « Contraception-avortement-Chelles » regroupant le groupe femmes de Chelles, la Fédération anarchiste, le PSU, le PCML, les Amis de la Terre, le PS et d'autres organisations.

AU PROGRAMME :

- 15 h : Accueil, tables de presse.
- 16 h : Un film : « Le juste droit ».

Suivi d'un débat animé par une femme du groupe femmes de Chelles, un représentant du Syndicat de la magistrature et, sous réserve, une femme du Planning familial et un médecin des hôpitaux.

- 19 h : Musique avec le groupe « Main Mise ».

Le collectif, par la suite, continuera son enquête locale sur les hôpitaux de la région. Il envisage des actions pour faire au moins appliquer la loi Veil localement, aider les femmes (accueil dans les hôpitaux, prise en charge financière...). Il appelle toutes les femmes et tous les hommes à le rejoindre pour lutter plus efficacement et arriver à créer localement des centres d'IVG qui répondent aux demandes de la localité.

NOTE DE L'ADMINISTRATION
FAIRE CONNAITRE NOTRE QUOTIDIEN

Il est possible de récupérer les invendus du quotidien auprès des dépositaires NMPP et cela gratuitement.

Ces exemplaires peuvent être diffusés massivement et nous faire connaitre plus largement.

Que les camarades intéressés se signalent à l'administration du journal.

TOURS

Meeting vendredi 26 octobre à 20 h 30 à l'apple du Collectif avortement et contraception de Tours, *pour l'avortement et la contraception libres et remboursés, contre toute loi répressive.*

Salle Balzac (rue de Clocheville)

Collectif : planning familial, tous les groupes de femmes de Tours, la majorité du personnel du centre IVG de Tours, UIS-CFDT, CFDT santé sociaux, CFDT hôpital CGT, hôpital SGEN, SMG, MAS, LCR, PCML, JCR, PSU, JS.

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 – 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

Non à la centrale de Golfech

(Lot et Garonne)

La construction d'une centrale nucléaire est projetée depuis plusieurs années à Golfech (Tarn-et-Garonne). Depuis l'annonce de ce projet, de nombreux comités antinucléaires se sont formés dans toute la région, d'Agen à Toulouse et surtout sur le site même de Golfech.

POUR s'opposer à cette construction, cet été une marche sur Golfech avait rassemblé plusieurs milliers de personnes à l'appel de la coordination des comités antinucléaires de Golfech avec la participation des élus locaux. Cette marche avait été notamment marquée par un jumelage symbolique de Golfech et du Pellerin.

INFORMATIONS MENSONGERES

Dans le but de briser la résistance populaire, les pouvoirs publics et EDF ont lancé une vaste campagne d'intoxication mensongère.

— Réunions publiques avec des techniciens d'EDF, d'ailleurs rapidement abandonnées par l'EDF, car ses orateurs étaient systématiquement contredits et mis à mal par les antinucléaires.

— Bulletins bimensuels d'information d'EDF, véritable publicité démagogique où EDF promet monts et merveilles aux populations (usines, électricité moins chère, etc.).

— Voyages en avion offerts par EDF (coût : 4 millions chacun) pour visiter les centrales en fonctionnement, dont celle de Bugey. Ce sont de soi-disant voyages de formation qui aboutissent à de véritables banquets largement arrosés par EDF.

RÉPONSE DU TAC AU TAC

Dans cette situation, les comités antinucléaires, et particulièrement celui de Golfech, ont fait un véritable forcing de contre-information pour démontrer aux populations :

— 1) le caractère mensonger des propos d'EDF et des pouvoirs publics ;

— 2) les nuisances de la centrale de Golfech (quatre réacteurs de 1 300 mégawatts) qui en feront une des plus grandes d'Europe ;

— 3) conséquence géographique et notamment sur les crues de la Garonne d'un tel projet ;

— 4) gigantisme des lignes de haute tension, plusieurs lignes de 400 000 à 750 999 volts, soit 500 mètres à un km de large.

L'ENQUETE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Les pouvoirs publics et EDF, sûrement pour contrer la mobilisation, ont avancé l'enquête d'utilité publique qui devait se dérouler en janvier et elle annoncent précipitamment et presque clandestinement pour le 22 octobre.

A l'appel du maire de Valence d'Agen, conseiller général du Tarn-et-Garonne, et du comité antinucléaire de Golfech, douze maires sur les seize communes concernées par l'enquête d'utilité publique refusent le dépôt des dossiers dans leur mairie. Le conseil général du Tarn-et-Garonne et le conseil général du Midi-Pyrénées ont dit non à la centrale. M. Baylet, lors d'une conférence de presse, tenue le 12 octobre, annonçait officiellement le refus des douze municipalités de cautionner l'enquête et a rappelé l'engagement de Giscard au *Monde*, le 28 janvier 1978 : *« Il ne saurait être question d'imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient totalement opposés après avoir été complètement informés ».*

Il a souhaité également que, par son attitude, le gouvernement n'oblige pas les populations aux dernières extrémités dont il serait le seul responsable.

ORGANISATION DE LA RIPOSTE

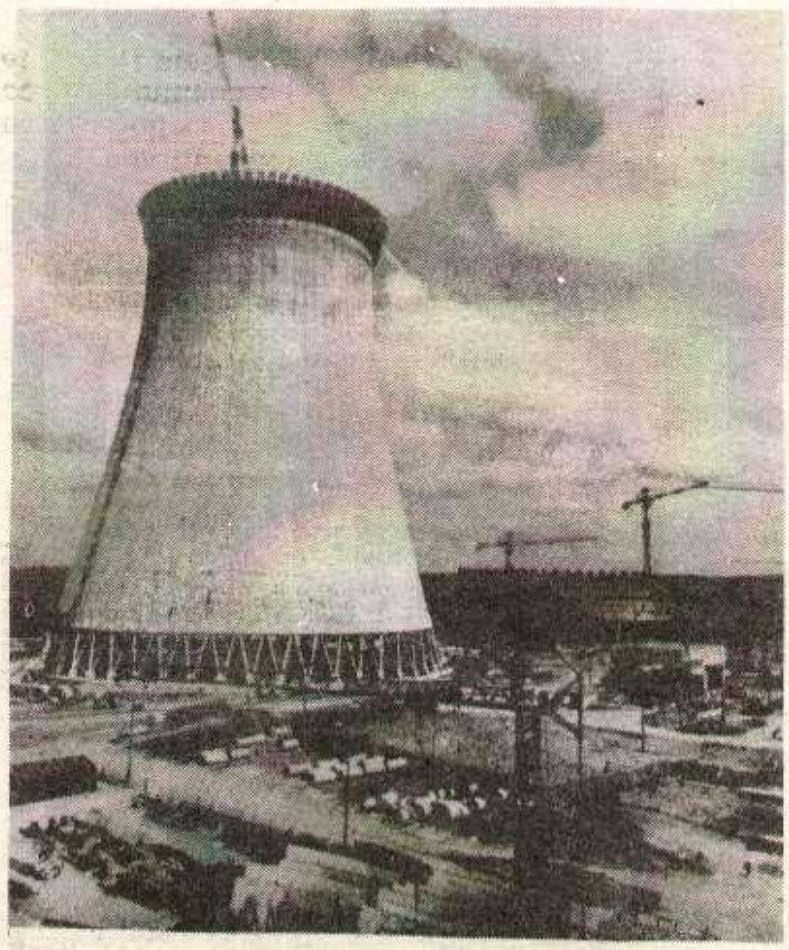
Aussitôt, face à l'hypocrisie du pouvoir et d'EDF, le comité antinucléaire de Golfech (CANG) organise la riposte. En moins de dix jours, pratiquement dans tous les villages concernés par l'enquête, des réunions sont organisées. Et, après le passage d'un film relatant la lutte du Pellerin, des modalités d'action sont définies village par village. Une affluence record à ces réunions et, à chaque fois, les habitants proposent des actions originales pour s'opposer au dépôt des dossiers et à la venue des mairies annexes pour prouver leur refus de la centrale.

A Auvillar, par exemple, fut organisée une exposition de matériel agricole pour empêcher l'installation de la mairie annexe. A Golfech, rassemblement régional devant la mairie. A Valence d'Agen, rassemblement et installation d'une contre-mairie annexe d'information pour recueillir les signatures des opposants. A Lamagistère, rassemblement devant la mairie pour empêcher les dossiers de rentrer, etc.

Il est à noter aussi l'engagement d'une procédure juridique contenant une contre-étude d'impact, organisée par le conseil régional Midi-Pyrénées et enfin la constitution d'un GFA sur le site de Golfech.

Correspondant Agen

Pour tout contact : adresse provisoire du comité de Golfech : CANG – Les Peyrets Saint-Sixte 47 220 Alstafort



Une tour de réfrigération : la verra-t-on un jour à Golfech ?

Les gardes mobiles investissent le village

La journée du 22 octobre sera de triste mémoire pour les habitants des cantons d'Auvillar et de Valence d'Agen concernés par l'enquête d'utilité publique pour le projet nucléaire de Golfech.

En effet, le 22 octobre avait lieu l'ouverture de l'enquête d'utilité publique dans les municipalités. D'importantes forces de police avaient pris position devant les onze mairies-annexes.

A 14 heures, de nombreux rassemblements étaient organisés dans tous les villages. A Golfech le gros des manifestants s'était rassemblé devant le fourgon baptisé « mairie-annexe de Golfech » solidement gardé par des gardes mobiles en armes.

On s'indigne, on se passe le mot, on s'attroupe, petit remue-ménage, les dossiers volent, un bidon d'essence s'enflamme, l'enthousiasme explose dans la foule. C'est le signal de l'action qui va durer toute la journée.

Après cette première victoire, un long cortège de voitures se met en branle pour aller soutenir les différents villages.

C'est d'abord Valence d'Agen où nous serons accueillis par deux cars de gardes-mobiles en armes puis Auvillar où la population est déjà massée devant la mairie-annexe.

Celle-ci est à peine visible derrière les banderoles antinucléaires confectionnées la veille par les habitants. Puis ce sera Goudourville où quatre cars de gardes-mobiles protègent la mairie-annexe. L'indignation est à son comble car « les chemises noires » stationnent devant le monument aux morts commémorant dans tous les esprits une bien triste période. Attroupement, remue-ménage, ça y est le deuxième dossier vole en fumée aux cris de *« On a déjà dit non »*.

Puis à Lamagistère, les dossiers sont dans la mairie. Les gardes-mobiles occupent tous les accès de celle-ci. Pour pénétrer dans la mairie, il faut passer entre une haie de gardes-mobiles, fusils à la mains, une personne à la fois.

C'en est trop, les flics sont dans nos murs, nous ne pouvons l'accepter. Immédiatement les manifestants forcent l'entrée, les flics répondent à coups de crosses de fusils. L'épreuve de force est engagée. Les flics sont bousculés et maitrisés. Un escadron arrive à la rescousse et se fraie un passage à coups de crosse. Trop tard. Les fenêtres de l'étage s'ouvrent : le troisième dossier sera défenestré avant de finir en fumée.

Donzac : le village est en dueil. Les volets sont fermés et recouvert d'affiches antinucléaires, en berne. La population a observé le boycott de la mairie-annexe. Spectacle hallucinant, démesuré : des dizaines et des dizaines de gardes-mobiles en sections de combat, occupent le village. ON n'a jamais vu ça au pays.

A Espalais, même scénario, mais encore pire car les gardes-mobiles occupent la mairie et l'école, interdisant tout accès, sauf aux personnes pouvant prouver par un papier leur domiciliation à Espalais.

Ceci dans l'illégalité la plus complète qui sera d'ailleurs constatée par huissier. Le soir même, à Golfech, dans la salle des fêtes archicomble, sera fait un bilan positif de cette journée dont seront tirés deux enseignements : les pouvoirs publics et EDF veulent nous imposer la centrale par la force, si la population ose lutter, elle remportera la victoire.

Dans tous les villages de la région de Golfech, la lutte va continuer. Un grand rassemblement sera organisé à Golfech les 24 et 25 nobvembre 1979. Les comités souhaitent que ces deux journées rassemblent le plus grand nombre de personnes car à Golfech on peut gagner, on peut faire reculer le gouvernement et EDF si nous avons le soutien de tous.

La victoire est à notre portée. Le mardi 23 octobre, les gardes-mobiles occupaient toujours les villages.